

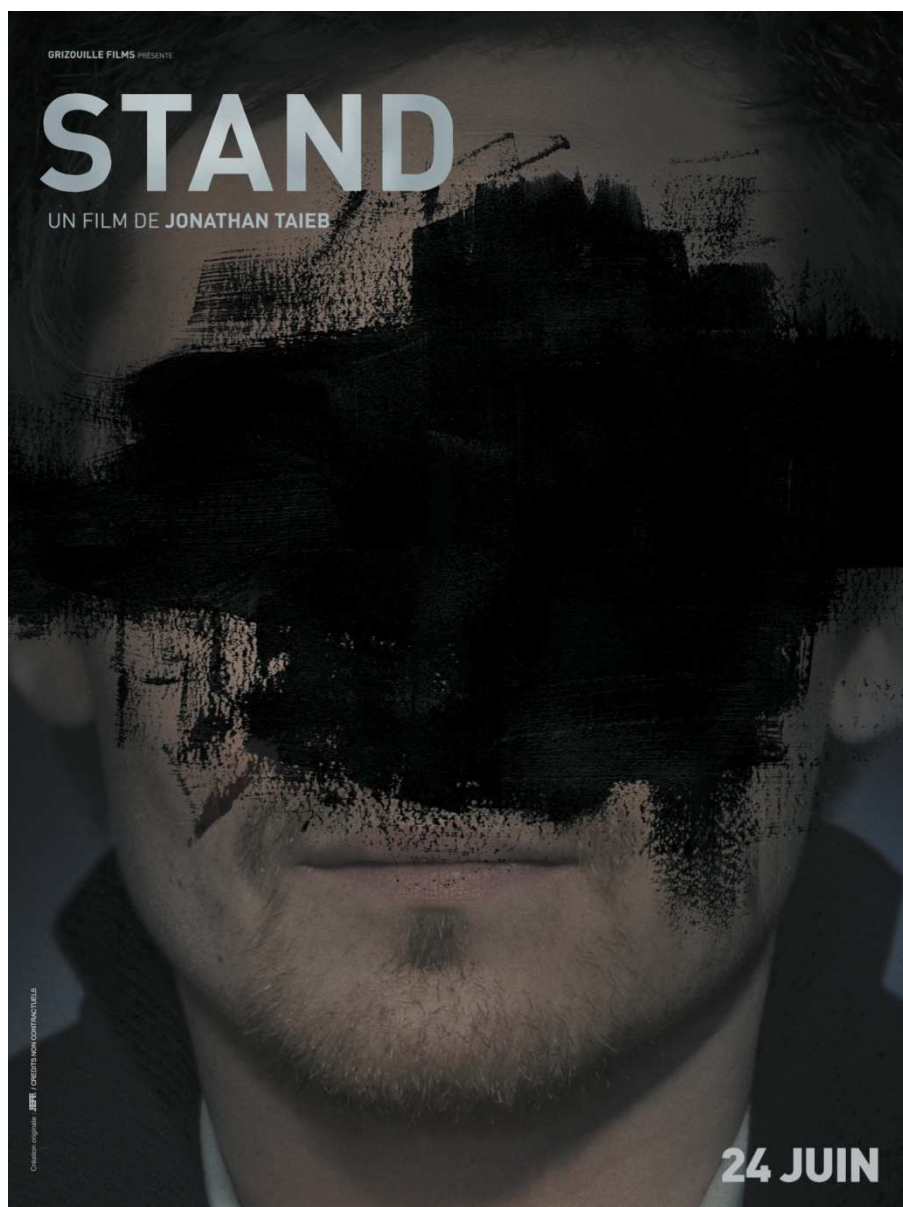
**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



SF15C116

Commission Orientation sexuelle et Identité de genre – Juin 2015  
Document interne destiné aux groupes locaux et antennes jeunes

# **Livret d'intervention du film « Stand » de Jonathan Taieb**



## Le film

Durée : 87mn

Langue : Version Originale Russe sous-titres français

Sortie en France : 24 juin 2015

Stand a déjà été sélectionné a plus de 22 festivals internationaux et sera distribué dans plus d'une dizaine de pays.

Réalisateur : Jonathan Taieb

Scénario : Jonathan Taieb

Producteurs : Jonathan Taieb, Frédéric Jean-Jacques, Kalin Linsberg et Sami Chlagou

Casting :

Anton : Renat Shuteev

Vlad : Andrey Kurganov

Andrey : Andrey Koshman

Katya : Ekaterina Rusnak

Olga : Veronika Merkoulouv

Artium : Yevgen Baranov

## SYNOPSIS

A Moscou, un jeune couple, Anton et Vlad , est témoin passif d'une agression. Plus tard, ils apprennent qu'un crime homophobe a été commis au même moment et au même endroit. Aussitôt, Anton décide de lancer une enquête, mais sa soif de vérité n'a d'égal que les peurs et l'amour de Vlad. La quête qu'ils vont mener les conduit vers un avenir incertain.

Stand, librement inspiré de faits réels, dénonce et condamne les politiques répressives qui bafouent les droits humains, les libertés individuelles et sexuelles aux

travers de personnages et situations universelles et atemporelles. Le film fait précisément écho aux lois russes homophobes promulguées en juin 2013 et janvier 2015.

Entre drame, thriller et cinéma vérité, le film a été tourné en 11 jours en mode guérilla sans autorisation de tournage par une jeune équipe internationale de 7 personnes.

## Sur le film

Le film dénonce l'homophobie d'Etat en Russie. Des vidéos sont en libre circulation sur le net. On y voit des gens agresser et humilier des gays sous prétexte qu'ils sont « déviants ». Ces vidéos sont très violentes et répondent à une loi russe de Juin 2013 qui « interdit la propagande des minorités sexuelles ».

### A propos du tournage du film :

*« Le film a été tourné en Ukraine. Nous étions aidés par une association LGBT importante en Russie. Ils nous ont mis en relation avec les bonnes personnes dans notre ville de tournage pour que tout se déroule au mieux. On avait aussi un faux scénario dont on s'est souvent servi pour convaincre certaines personnes de nous aider. La police nous a arrêtés plusieurs fois, nous nous sommes faits arnaquer souvent et nous avons eu très froid (il faisait entre 0°C et -20°C durant le tournage) mais nous avons eu beaucoup de chance ! »*

Jonathan Taieb, réalisateur

### Pourquoi un livret d'intervention ?

**Ce livret d'intervention** a été conçu comme un guide pour organiser des interventions/ débats après les projections du film « Stand ». Il vous fournira un certain nombre de données concernant la situation des droits humains et celle des personnes LGBTI en Russie. Ces données ne sont pas exhaustives, mais vous pouvez approfondir votre documentation en consultant les différents rapports sur le site d'Amnesty International relatif à la Russie. Amnesty International France dispose d'intervenants qui seront heureux de vous accompagner dans l'animation de ces débats néanmoins ce livret a pour objectif principal de permettre à chaque groupe d'animer un débat de façon autonome.

## Programmation

Les groupes locaux et antennes jeunes sont invités à se mobiliser pour accompagner la programmation du film dans leurs villes. Vous pouvez dès maintenant contacter les salles pour leur proposer de tenir une table d'information et/ou d'organiser un débat à la suite de la projection.

### En première semaine: du 24 juin au 1er juillet

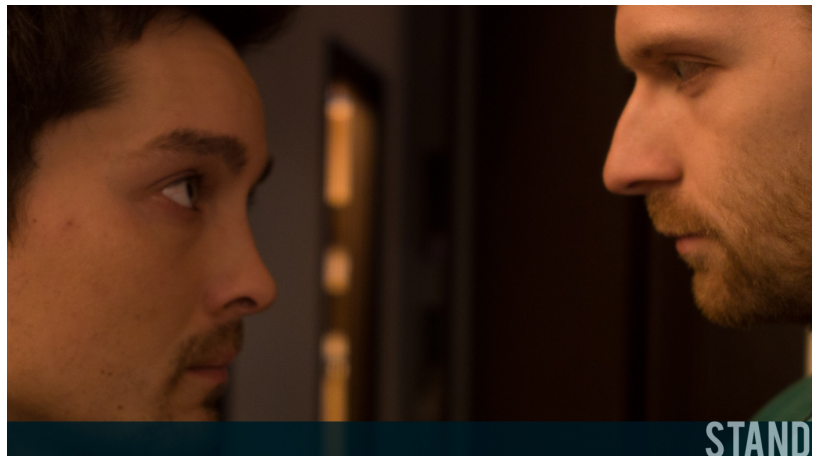
3 Luxembourg, Paris  
Gaumont Opéra, Paris  
MK2 Beaubourg, Paris  
Le Chaplin Saint-Lambert, Paris  
Le Saint-André des Arts, Paris  
L'Entrepot, Paris  
Le Reflet Medicis, Paris  
Le Variété, Marseille  
Le Cezanne, Aix-En-Provence  
Le Rio, Clermont-Ferrand  
Le Mercury, Nice  
Le Club, Grenoble  
Utopia, Montpellier  
Royal, Biarritz

### En deuxième semaine:

Studio 28, Paris  
Studio Galande, Paris  
L'Archipel, Paris  
Cinéma Lux, Caen  
Studio, Tours  
Eldorado, Dijon  
D'Arvor, Rennes

### En troisième semaine:

Le Cameo, Metz  
Les 400 coups, Angers  
Cinéma Lux, Caen  
Concorde, Nantes  
Les Cinéastes, Le Mans



## Pourquoi Amnesty soutient ce film ?

Les personnes LGBTI (Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Trans et Intersexuées) subissent non seulement des **discriminations** conséquentes mais aussi des **harcèlements** dans de nombreux pays, y compris européens, par des instances gouvernementales ou non gouvernementales.

Depuis 2004 Amnesty International (AI) consacre une partie de sa campagne contre les discriminations en Europe à la défense et la promotion des droits des personnes LGBTI. Elle a mené un travail de campagne intensif contre **le projet de loi russe** qui érige en infraction toute « **promotion des relations sexuelles non traditionnelles auprès de mineurs** », finalement adopté en juin 2013. Elle interpelle régulièrement le gouvernement Russe sur les atteintes à la liberté d'expression que cette loi génère aujourd'hui en plus d'alimenter le climat d'intolérance et d'impunité qui existe en Russie à l'encontre des minorités sexuelles, tout comme en Ukraine ou en Biélorussie.

AI a décidé de soutenir le film « Stand » car il illustre bien **la banalisation de l'homophobie** (propos homophobes récurrents, vidéos homophobes, impunité des auteurs des actes homophobes, résignation des parents des victimes) et aborde le phénomène mal connu des **traques des personnes homosexuelles sur internet**. Peu de films portent sur cette thématique et encore moins dans un pays comme la Russie.

Le réalisateur et son équipe ont réalisé avec peu de moyens et beaucoup de courage un film sensible et éclairant sur **l'impunité qui règne autour des crimes homophobes en Russie**. Ce film montre également **une société russe**, y compris parfois au sein même de la communauté LGBTI contrainte de vivre cachée, qui préfère fermer les yeux sur ces violations des droits humains. Il évoque aussi le lourd dilemme qui pousse le témoin d'une exaction à la dénoncer ou pas en raison de possibles représailles. Entrer en résistance, c'est une décision difficile dans une société repliée sur elle-même et qui considère l'homosexualité comme contre nature en apportant un jugement moral sur celui qui est différent.

**Amnesty International soutient que toute personne, quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre, doit avoir accès à tous les droits humains énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 sans discrimination.** Les lois pénalisant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre violent ces droits tout en institutionnalisant et en renforçant les discriminations qui visent les personnes LGBTI. Elles servent à justifier les violences à leur encontre, que ce soit en garde à vue, en prison, dans la rue, ou dans les maisons et favorisent un climat d'impunité

## La situation des droits humains en Russie

En Russie, la liberté d'expression, le droit de manifester ou de s'associer sont malmenés depuis longtemps. Depuis le retour de **Vladimir Poutine à la présidence en mai 2012**, ces droits sont si violemment attaqués qu'ils risquent tout simplement de disparaître.

**La priorité accordée à la stabilité économique, à la sécurité du pays et à la restauration du sentiment national** permet au pouvoir de justifier des entorses à des droits fondamentaux présentés comme secondaires. La propagande que l'État orchestre via son strict contrôle des médias se charge de cultiver cette tendance.

**Dans ce contexte extrême, rares sont les voix dissidentes qui tentent de faire entendre qu'une autre société est possible.**

Dès sa prise de fonction, **Vladimir Poutine** a donné le coup d'envoi d'une vague de répression d'une ampleur et d'une virulence inédites.

**Son objectif : juguler la formation de toute opposition.**

En décembre 2011 puis mai 2012, d'importantes contestations préélectorales avaient fait naître l'espoir d'une société civile mobilisée et fait peur au pouvoir. Au retour de Vladimir Poutine au pouvoir, les « Printemps arabes » ont vu des régimes parmi les plus autoritaires vaciller suite à des soulèvements populaires. Il faut donc éviter un tel scénario pour la Russie. À tout prix.

La répression orchestrée par le Kremlin vise ainsi à restreindre toute tentative ou tentation de contestation. En éliminant toutes les voix dissidentes, les autorités donnent au monde l'image d'un pays uni autour du pouvoir. Une façade qui présente des failles. L'élan qui a suivi l'assassinat de l'opposant **Boris Nemstov** début mars 2015 est peut-être ponctuel, mais atteste que la société civile est muselée, mais pas inexistante.

### La liberté d'association

Dans la chasse aux sorcières menée par le Kremlin, quiconque remet en cause l'action de l'État se met en danger. Tout le monde est potentiellement visé, mais ceux qui s'engagent pour l'état de droit sont particulièrement ciblés. **Les ONG intervenant dans des domaines « sensibles », indépendantes ou critiques sont présentées comme des ennemis de l'intérêt national et sont accusées de faire de l'« activisme politique ».**

**Le système législatif est le principal levier pour faire taire.** L'arsenal législatif imaginé par le Kremlin ne cesse d'être révisé pour être toujours plus liberticide. Une tendance renforcée depuis l'intervention militaire en Crimée et le conflit armé dans l'est de l'Ukraine.

**Adoptée en juillet 2012, la loi relative aux « agents de l'étranger »** oblige les organisations qui reçoivent des fonds étrangers ou qui mènent des « activités politiques » à s'enregistrer en tant qu'« organisation remplissant les fonctions d'un agent étranger ». Ce qui les expose à un contrôle et des contraintes et jette l'opprobre sur leurs activités. Le choix des mots y concourt. En Russie, le terme d'« agent de l'étranger » renvoie à la période soviétique et à la question de l'espionnage - donc de la trahison.

**Le gouvernement russe a justifié cette loi par la nécessité de renforcer la transparence et l'obligation de rendre des comptes.** Sans preuve, Vladimir Poutine a souvent évoqué les sommes considérables qui proviendraient de l'étranger. Ainsi, il entretient la suspicion. Pourtant une réglementation obligeait déjà les ONG à rendre des comptes sur leur travail et leurs financements. Des informations accessibles à tous sur le site du ministère de la Justice.

Dès l'entrée en vigueur de la loi, des descentes ont eu lieu au siège des ONG.

Toutes les ONG concernées ont dénoncé une offensive destinée à les faire taire et refusé de s'enregistrer. L'association LGBT « Coming Out » basée à Saint Pétersbourg a été visée trois fois par cette procédure. Elle refuse catégoriquement d'être qualifiée d'« agent étranger » et se bat en justice.

En juin 2014, face à l'échec de cette loi – toutes les associations ayant refusé de s'enregistrer - les autorités l'ont révisée. Le ministère de la Justice peut désormais enregistrer les ONG de façon unilatérale et sans leur consentement.

**Après avoir ciblé les ONG russes, une loi adoptée en janvier 2015 vise à interdire les « organisations étrangères indésirables ».** Ce texte introduit la notion vague d'« organisation internationale représentant une menace pour la capacité de défense et la sécurité de l'État ou pour l'ordre public, ou pour la santé publique ».

### **La liberté de la presse**

Cette dernière décennie, le journalisme indépendant est devenu un exercice de plus en plus périlleux. **Plus d'une trentaine de journalistes l'ont d'ailleurs payé de leur vie.** Le meurtre de la journaliste d'investigation **Anna Politkovskaia** en octobre 2006 a marqué les esprits. Mais c'est tous les jours que des journalistes subissent menaces et intimidations.

La Constitution russe garantit la liberté de la presse et elle interdit la censure. Mais un ensemble de dispositions législatives et de pratiques vident ces articles de leur sens. Les journalistes qui tentent de travailler librement et de manière indépendante subissent de nombreuses pressions. Les journalistes indépendants ou d'opposition sont harcelés, intimidés et attaqués. La réintroduction **des délits de diffamation et**

**de blasphème**, mais aussi l'interdiction de la promotion de « relations sexuelles non classiques auprès de mineurs » complètent le dispositif de censure.

**Les médias indépendants sont désormais une rareté.** La plupart des rédactions sont inféodées au pouvoir et exécutent sa propagande. L'autocensure est la norme dans les rédactions qui subissent les pressions des propriétaires ou actionnaires proches du Kremlin. Les menaces sur les emplois sont aussi importantes.

**Depuis avril 2014 les blogs et les réseaux sociaux qui reçoivent plus de 3 000 visites par jour doivent être inscrits sur le registre tenu par Roskomnadzor, l'autorité officielle de surveillance des communications.** Cette inscription étend le contrôle du pouvoir qui peut ainsi exiger le retrait de contenus ou la fermeture de sites. Plusieurs sites indépendants ont, par exemple, été bloqués parce qu'ils avaient révélé des violations des droits humains commises lors de manifestations.



### La liberté de manifester

La réaction des autorités à la manifestation de la **place Bolotnaïa** a marqué le début d'une nouvelle vague de répression contre la liberté de réunion et d'expression en Russie.

**Au cours des deux dernières années, la plupart des manifestations ont été interdites, bloquées ou dispersées dans la violence.** Il est difficile et dangereux d'organiser ou de participer à des rassemblements. Les manifestations prévues, même d'ampleur réduite, sont désormais presque toujours interdites. Les rassemblements pro-Kremlin sont autorisés dans des points stratégiques, ceux de l'opposition sont relégués en périphérie quand ils ne sont pas interdits.

En flagrante contradiction avec les standards internationaux, les autorités russes ont introduit des réglementations restrictives et durci les sanctions en cas d'infractions. La police applique ces mesures avec le plus grand zèle.

**Le seul mode de protestation spontanée autorisé est le piquet individuel.** Mais même cette fragile protection légale ne suffit plus. Personne n'est à l'abri d'une arrestation arbitraire. Il n'est pas rare de voir un manifestant isolé tenir son piquet individuel sous le regard peu amical de cinq ou six policiers, voir même terminer derrière les barreaux.

## **La situation des droits des personnes LGBTI en Russie**

Dans ce climat où les libertés d'expression, de manifestation et d'association sont en danger et les défenseurs des droits menacés, les minorités sont particulièrement vulnérables ainsi que les personnes qui agissent pour leurs droits. Les droits des personnes LGBTI sont notamment mis à mal.

**En Russie, l'homosexualité a été dépenalisée en 1993 et n'est plus considéré comme une maladie mentale depuis 1999.** Cependant, les personnes LGBTI voient leurs droits violés de façon systématique.

### **IMPUNITE DES DELITS ET CRIMES HOMOPHOBES**

Les personnes LGBTI ne sont pas protégées contre les discriminations ou les crimes de haine commis en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre. **Une impunité s'est donc instaurée en Russie.** Les auteurs d'agressions homophobe ou transphobe ne se voient pas inquiété par la police.

Les **manifestations** pour défendre les droits des personnes LGBTI sont toujours **interdites** en prétextant des raisons de sécurité. Lorsque les manifestations ont lieu tout de même, les autorités ne protègent pas suffisamment les manifestants de la violence des contre-manifestants et finissent bien souvent par arrêter les manifestants LGBTI pacifiques plutôt que les contre manifestants à l'origine des violences.

**Aucune marche des fiertés n'est autorisée en Russie** malgré de nombreuses demandes de la part des associations LGBTI. La Cour Européenne des droits de l'homme a condamné la Russie en 2010 à ce sujet pour violation du droit à la liberté de manifester. La cour précise que les autorités doivent mettre en place toutes les conditions pour que la marche des fiertés puisse avoir lieu dans les conditions de sécurité suffisante pour les manifestants. Cependant les autorités russes continuent d'empêcher les gay prides pour les mêmes motifs.

## HOMOPHOBIE D'ETAT

Depuis 2009, un arsenal législatif est venu mettre en place cette homophobie d'Etat. Des lois régionales interdisant « **la propagande homosexuelle** » ont été votées dans un certain nombre de régions de l'Etat fédéral Russe. L'aboutissement a été **le vote de la loi interdisant la « promotion des relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs » par la Douma en juin 2013**. Cette loi s'applique donc dans tout le pays et vise uniquement les relations homosexuelles. Cette loi a été votée à la quasi-unanimité par le Parlement Russe (une abstention).

La formulation suffisamment vague de cette loi en fait une arme très puissante contre les personnes LGBTI et les personnes luttant pour leurs droits. La « propagande de l'homosexualité » n'ayant pas de définition légale, **la loi punit en fait des personnes pour la simple raison qu'elles sont ce qu'elles sont et l'expriment**. Cette loi peut en effet servir d'outil pour interdire toute expression en lien avec les droits des personnes LGBTI : activités des associations, projection d'un film, manifestation publiques, marche des fiertés, création de site internet, etc.

La loi de juin 2013, a pour but déclaré de « protéger » les enfants contre les « influences néfastes ». **Cependant, en février 2014 le Comité des droits de l'enfant des Nations-unies a considéré que cette loi violait les droits des enfants et devrait être abrogée**. En effet cela alimente les discriminations et les violences contre les jeunes homosexuels et leurs familles. Le Comité estime qu'au lieu de protéger les enfants, ces lois encouragent la stigmatisation et la discrimination des personnes LGBT, des enfants en général et des enfants vivant dans des familles LGBT.

### Quelques exemples des utilisations de la loi :

- Les cas d'enseignants licenciés car dénoncés comme étant homosexuels sont de plus en plus nombreux.
- Une journaliste, **Elena Klimova**, a créé le site « enfants 404 » afin que les jeunes trouvent un lieu sécurisé d'expression et d'information sur les sujets touchant l'homosexualité et la transidentité. Cette loi a été utilisée pour attaquer Elena et pour tenter de fermer le site internet.
- En s'installant avec courage sur la place du Palais le 2 août 2013, durant les célébrations de la Journée annuelle des parachutistes, et en déployant un drapeau arc-en-ciel portant l'inscription « Je propage la tolérance », **Kirill Kalugin** savait qu'il allait au-devant des problèmes. Les policiers ont séparé Kirill de ses agresseurs. Puis ils l'ont arrêté. Imperturbable, Kirill est retourné en 2014, le 2 août, place du Palais, avec un autre drapeau arc-en-ciel arborant le message : « Ma liberté défend la vôtre ». De nouveau, il a été interpellé en hâte.



En dehors des utilisations directes de cette loi, ces conséquences indirectes sont particulièrement inquiétantes. La loi semble donner de l'élan à une homophobie qui était larvée et secouait déjà certains pans de la société russe. En effet, cette loi a instauré une homophobie d'Etat. **Cette loi perpétue des préjugés et l'idée que les droits des personnes LGBTI ne doivent pas être respectés** car ces personnes ne le méritent pas. L'homophobie, la transphobie, les violences et les discriminations envers les personnes LGBTI **ont considérablement augmentés** :

- Lors des manifestations et événements LGBTI, des contre-manifestants en colère se rassemblent souvent, se servant de la loi sur la « propagande » comme d'un prétexte pour perturber l'événement, parfois de manière violente. Les policiers présents sur les lieux s'abstiennent généralement d'intervenir. Parfois, ils arrêtent les victimes plutôt que les auteurs des violences. Par ailleurs, il est difficile d'obtenir justice pour des attaques discriminatoires, puisque la législation russe en matière d'infractions motivées par la haine ne couvre pas les crimes commis à l'encontre de personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre réelle ou supposée.
- **La multiplication des « safaris » dont le film Stand est inspiré.** Des **groupes néo-nazis**, tel Occupy Pedophilia, traquent des homosexuel sur les sites de rencontre gay. Ils piègent alors la personne, la violentent, l'humilient et publient les vidéos sur internet sous prétexte de lutter contre la pédophilie. Leur chef, Maxim Martsinkevich, a pris la fuite à Cuba puis a finalement été arrêté et condamné en Russie pour des actes haineux sans lien avec les agressions homophobes.
- **Les militants de « Coming Out », association LGBTI Russe, ont organisé la « Queer Fest » de Saint-Pétersbourg.** Depuis 2008, cet événement annuel incontournable propose pendant 10 jours débats, séminaires et spectacles visant à favoriser un environnement sûr et tolérant pour le débat, et à accroître la visibilité de la communauté LGBT, petite mais active, de la ville. À l'ouverture du festival, le 18 septembre 2014, l'association avait bon espoir que cette édition ne soit pas marquée comme les précédentes par les menaces et les annulations. Malheureusement, depuis la soirée d'ouverture, le festival s'est transformé en une bataille entre d'un côté les organisateurs et de l'autre la police, les rassemblements homophobes et les changements de salle. Une semaine après l'ouverture, « Coming Out » a publié un

communiqué recensant toute une série d'agressions et de tentatives visant à faire fermer la « Queer Fest ». **Les festivaliers et d'autres – notamment le bureau du médiateur régional – ont déposé 24 plaintes auprès des services de police.** Deux heures avant la cérémonie d'ouverture, le principal site accueillant le festival s'est désisté, invoquant des risques en termes de sécurité dans le bâtiment. L'événement a alors été transféré dans un lieu de remplacement et a été pris pour cible par une vingtaine de militants d'extrême droite accompagnés de Vitali Milonov, député de Saint-Pétersbourg, homophobe virulent qui a soutenu une précédente version régionale de la loi sur la propagande relative à l'homosexualité. Ils ont crié des insultes homophobes et répandu un liquide antiseptique nocif et un gaz non identifié. Une autre soirée a été écourtée par une alerte à la bombe. Et, rebondissement orwellien, la police a tenté d'interrompre une conférence de presse sur le thème « Qui cherche à fermer le Queer Fest ? ».

Beaucoup de personnes LGBTI se demandent quelles activités et quelles actions seront considérées comme de la « propagande » – contraignant certaines personnes à revenir au silence alors qu'elles parlaient ouvertement de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

**De plus, cette loi a fait des émules dans les pays ou la Russie à une forte influence.**

Les temps sont également particulièrement rudes pour les couples homosexuels avec enfants, puisqu'un débat public en Russie porte sur le fait de séparer ces familles, la logique perverse étant que les enfants dans ces foyers sont soumis en permanence à la « propagande » de la part de leurs propres parents.

**En février 2014, l'Etat Russe a également décidé d'interdire l'adoption d'enfants russes par des couples homosexuels ou des célibataires** dans les pays ayant légalisé les unions entre personnes de même sexe afin de garantir le respect des droits et des intérêts des enfants.

**La situation pour les personnes trans est également difficile.** Par amalgame, elles sont également victime de la loi sur la propagande. Afin de changer leur sexe sur leur état-civil, elles doivent passer par une procédure longue, coûteuse. La loi prévoit qu'elles doivent remplir un formulaire avec les conditions mentionnées. Mais ce formulaire n'a jamais été créé. Une place importante est donc laissée à l'arbitraire : nécessité d'avoir subi une opération chirurgicale, de posséder une décision judiciaire, de produire une attestation médicale de diagnostic psychiatrique, etc.

**Petite lueur d'espoir le 1<sup>er</sup> mai 2015 à Saint Péterbourg.** Lors du défilé de la fête du travail, des militants LGBTI sont venus marcher avec leurs drapeaux arc en ciel. Vitaly Milonov, élu à l'origine de la loi locale de répression de la « propagande homosexuelle » a tenté de faire en sorte que la police arrête les marcheurs LGBTI, en vain. Puis **le 17 mai 2015, journée mondiale contre l'homophobie et la**

**transphobie, 350 personnes ont pu manifester à Saint Péterbourg avec la protection de la police sans aucun incident.**

La défense des droits des LGBTI s'inscrit, de manière à la fois essentielle et complémentaire, dans la défense des droits humains au sens large en Russie. Tous les Russes devraient être libres d'être eux-mêmes et d'avoir des relations aimantes et consensuelles avec la personne de leur choix, sans peur d'être agressés ni accusés de faire de la « propagande ».

## Documentation

- AmnestyStories 3 : <http://stories.amnesty.fr/>
- Livre « *Les autres visages de la Russie* », 96 pages - Editions Les petits matins – 2015
- Rapport « *Russie. Liberté menacée. Mesures de répression sur les libertés d'expression, de réunion et d'association en Russie* »  
index AI : EUR 46/011/2013 - 24 avril 2013
- Rapport « *A right, not a crime: Violations of the right to freedom of assembly in Russia* », Index AI : EUR 46/028/2014, 2014

### Hors Amnesty International

- « *License to harm, Violence and Harassment against LGBT People and Activists in Russia* », Human rights watch, décembre 2014
- Pour les russophones : le site Children404 <http://www.deti-404.com>

## Contacts

Pour toute question, demande d'intervention :

Commission orientation sexuelle et identité de genre : [lgbt@amnesty.fr](mailto:lgbt@amnesty.fr)

Coordination Russie : [russie@amnesty.fr](mailto:russie@amnesty.fr)

Chargée de campagne contre les discriminations en Europe : [jheslouin@amnesty.fr](mailto:jheslouin@amnesty.fr)